

## DES FAMILLES ENTIÈRES RECOURENT AUX RESTAURANTS DE LA RAHMA

## Pour un bol de chorba...

*Devant la criante baisse du pouvoir d'achat, de nombreuses familles qui disposent pourtant d'un toit et d'un salaire sont contraintes de se rendre dans les restaurants de la Rahma. Une simple virée dans ces établissements au niveau de la capitale, au moment de la rupture du jeûne, renseigne parfaitement sur le seuil de pauvreté en Algérie. Certains gagent leurs bijoux ou s'endettent pour pouvoir assurer le minimum sur la table du f'tour, pendant que d'autres sont malheureusement contraints de faire la queue devant ces restaurants pour un bol de chorba.*

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Si chaque année, une grande affluence est constatée au niveau des restaurants de la Rahma, le mois de Ramadan 2009 est celui de tous les records. A Hassiba Benbouali, à Alger-Centre, il faut se rendre au moins une demi-heure avant l'heure du f'tour, car on risque de ne pas trouver de place.

Ce restaurant qui fait chaque année l'objet d'une visite de la part du ministre de la Solidarité nationale, Djamel Ould-Abbès, est parmi ceux qui reçoivent le plus de monde. On y trouve des gens de toutes les couches sociales. Du SDF au simple salarié en passant par les sinistrés et autres gens qui tente tant bien que mal de ne pas se faire remarquer. Même constat à Bab-el-Oued, El-Harrach, Bab-Ezzouar ou Bordj-El-Kiffan.

Des files interminables de gens se forment quotidiennement devant les restaurants de la charité. Un chef de restaurant, qui a préféré garder l'anonymat, affirme qu'ils n'ont

jamais reçu autant de monde que cette année. «Cette fois-ci, on est vraiment dépassé. On a beau cuisiner des plats en plus et à ramener des cuisiniers et des serveurs bénévoles supplémentaires, rien ne semble suffire pour ce monde de plus en plus nombreux. On dirait que c'est tout le monde qui est devenu pauvre en Algérie», a-t-il confié.

Pour une bénévoles du Croissant-Rouge algérien, un phénomène nouveau a fait son apparition cette année. Ce sont des familles entières qui viennent séparément, le père fait la queue et mange seul et sa femme et ses enfants mangent à une autre table.

Pour ne pas se faire repérer ou attirer l'attention des autres, ils font semblant de ne pas se connaître. «C'est seulement cette année qu'on s'est aperçu de ce nouveau phénomène. Avant, on recevait des sans-abri, des mendiants, des orphelins... Mais maintenant avec des familles entières, il y a de quoi s'inquiéter sérieusement dans un pays riche



Une grande affluence est constatée chaque année.

comme le nôtre. C'est seulement en voyant les mêmes têtes revenir tous les jours et à travers les regards qu'ils échangent et le malaise qu'ils éprouvent que nous avons pu constater qu'il y avait beaucoup de familles contraintes de venir manger chez-nous. Et c'est affligeant !», a-t-elle avoué.

En effet, devant la hausse vertigineuse des prix des fruits et légumes et autres produits alimentaires de première nécessité en ce mois de Ramadan, «pas comme les autres», de nombreuses familles sont dans l'obligation de recourir à ces restaurants, à défaut de bijoux ou autres

objets de valeur pouvant être hypothéqués ou de proches chez qui on peut emprunter une petite somme d'argent pour subvenir à ses besoins les plus essentiels.

Lorsqu'on sait qu'un repas ramadanesque coûte au minimum 2 000 DA pour une famille de cinq personnes, que peuvent faire tous ces Algériens dont le Smng est toujours de 12 000 DA.

Pour un père de famille qui touche 20 000 DA par mois, c'est à peine s'il arrive à assurer des conditions de vie convenables pour dix des trente jours que compte le mois de Ramadan.

A vrai dire, à voir ces files de la honte et des familles entières se bousculer devant ces restaurants pour un bol de soupe, dans une Algérie parfumée à l'odeur de pétrole et de gaz, une Algérie dans laquelle on organise des festivités et on lance des chantiers à coups de milliards sans qu'ils voient le bout du tunnel, il y a de quoi rompre le jeûne 4 heures avant l'heure, qui plus est en entendant un ministre, qui a certainement perdu la raison ou croyant tout simplement vivre sur une autre planète, certifier sur les ondes de la radio qu'il n'y a pas de pauvres en Algérie.

M. M.

## Ksentini, l'éternel «sondeur» !

**Farouk Ksentini récidive. Il vient de lancer un énième ballon-sonde. Le président de la Commission consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CCPPDH) évoque l'amnistie générale comme s'il s'agissait d'un projet déjà ficelé en haut lieu. Très proche des cercles de décision, il a déjà eu à anticiper sur des dossiers aussi lourds.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Assumant pleinement la double casquette de président d'une commission censée être indépendante et celle de porte-voix des officiels, Ksentini a évoqué la question de l'amnistie avec force détails, ce qui laisse supposer que la question taraude le président de la République et qu'au niveau des sphères de décision, il existe une volonté de sonder l'opinion publique à ce sujet.

Se défendant de présenter un projet déjà ficelé, Ksentini précisait jeudi dans les colonnes d'un confrère : «Ma conviction est d'inspiration personnelle. Vous savez, les grandes décisions comme celle-ci se prennent au début et non à la fin du mandat présidentiel. Le temps raisonnable est

venu pour en finir avec la réconciliation nationale à laquelle on peut rattacher l'amnistie.»

Précisant les contours de ce qui risque visiblement d'arriver dans les prochains mois, le président de la CCPPDH a indiqué que «le référendum est sans doute le meilleur moyen pour que le peuple donne son avis sur un dossier aussi sensible. Je pense que cela sera le cas. Le président de la République en a déjà parlé. C'est un moyen démocratique. Le président a toujours suivi une démarche démocratique. C'est un homme ouvert au dialogue. Il consultera certainement les partenaires sociaux et politiques. Il ne va pas agir isolément. Cette amnistie, personnellement, je l'ai souhaitée et je soutiens le président à



Farouk K'sentini fait dans le mélange de genre.

fond sur cette question. La réconciliation nationale s'est achevée, il faut la clôturer par l'amnistie pour que le pays tourne une page agitée de son histoire.»

Pressentant les résistances que pourraient susciter une telle initiative, Farouk Ksentini a tenu à ajouter qu'«il y a un préalable, c'est la reddition de

tous les terroristes. Qu'ils se rendent d'abord, ensuite ils seront amnistiés. Il suffit de poser le problème et subordonner l'amnistie à la reddition des terroristes. Soit ils acceptent, soit ils seront exterminés. L'amnistie générale ne veut pas dire que les forces de l'ordre vont cesser de combattre le terrorisme. Ils seront toujours

combattus s'ils refusent de se rendre».

Ce n'est pas la première fois que Ksentini joue à l'éclaireur. Il s'était déjà occupé du dossier des personnes disparues. Il avait fait un véritable forcing pour convaincre l'opinion publique que le dossier devait être clos au plus vite. Expliquant que la fermeture de ce dossier ne

devait pas être utilisée comme un élément de pression sur les autorités algériennes, il avait repris la thèse officielle selon laquelle l'Etat était responsable mais pas coupable, et fait du lobbying afin que les familles des personnes ayant disparu durant les années 1990 acceptent l'indemnisation sans exiger de connaître la vérité.

Ksentini avait réussi ce coup de force en imposant cette option aux familles qui ne cessent aujourd'hui encore de réclamer la vérité sur ce qui s'est réellement arrivé. Pendant et après le procès Khalifa, il était sur tous les fronts, multipliant les déclarations au sujet d'une extradition supposée de Abdelmoumène Khalifa.

Même cas de figure au sujet des Algériens détenus en Libye. Eclipsant voire se substituant à la diplomatie algérienne, il a multiplié les déclarations confirmant, une fois de plus, la thèse selon laquelle, Ksentini fait dans le mélange des genres.

N. I.